



N° 27

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Janvier 2017

Ayez confiance...

Une nouvelle grande huile est passée à Lyon. Après un passage à Meyzieu, Bruno Rousselet, chef du Service des Systèmes d'Information de la DGFIP, dans son grand tour des popotes des futurs sites en cours de fusion, s'est arrêté dans les 2 ESI lyonnais pour y prêcher la bonne nouvelle.

Une lettre ouverte intersyndicale lui a été lue ([disponible sur le site](#)). Nous avons écouté les réponses avec soin mais, ce ne sera une surprise pour personne, derrière une posture affable dont on est peu coutumier entre Rhône et Saône, les propos tenus par Monsieur Rousselet n'ont guère éclairci notre horizon.

Il a d'abord rappelé que sur les sujets abordés, beaucoup de réponses ont été apportées au dernier GT informatique, donc rien de nouveau. Il a juste fait un point factuel sur les emplois, en soutenant que « les suppressions d'emplois ne sont qu'une donnée » et que « le SSI est nettement mieux traité que les autres directions », ce qui ne peut nous satisfaire. Cette fameuse donnée, sur le terrain, ce sont les agents qui la subissent.

Il reconnaît « un déficit de personnels du cadre B » et ajoute immédiatement que « la situation est meilleure que dans le monde administratif ». A la DISI RAEB depuis 6 ans, ce sont 55 emplois de perdus. Un vrai traitement de faveur ! Il se targue que la direction fait « un effort exceptionnel par un renfort d'emplois pour le prélèvement à la source qui est un sujet exceptionnel ». Il nous enjoint instamment à y voir « un verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide », sauf que ce verre est fissuré de partout et ne retient plus guère de contenu. Comme nos missions.

Concernant la fusion des établissements de Lumière et Part-Dieu, Bruno Rousselet a décliné avec soin les raisons pour lesquelles on doit être seulement vigilant et non contre cette fusion présentée comme irrémédiable. Ce serait d'abord une question de taille : « un site important est davantage pérenne qu'un site plus réduit ». Le chef du SSI a longuement insisté sur le fait qu'il n'avait aucun doute sur l'existence d'un site lyonnais : « se sera un site énorme aux missions multiples ». Il faut juste déterminer lesquelles. Un détail.

Il a ensuite poursuivi dans un domaine peu habituel : « Vous n'ignorez pas que le corps social DGFIP est menacé. La Cour des Comptes nous fait des misères. Si on lui annonce qu'on a le même nombre d'implantations informatiques qu'en 2011, ça va pas le faire... ». En somme, « La fusion est une simple opération d'affichage : elle permet de publier un chiffre inférieur de sites, ce qui démontre notre capacité réformatrice ».

Tout ce barnum ne serait donc que de l'affichage ? Mais les conséquences personnelles des agents qui en découleront seront, elles, bien réelles... Le chef du SSI prône le dialogue alors que tout est déjà ficelé. Ce n'est pas nouveau.

Bruno Rousselet a fait ensuite une courte information sur les CID-SIL en affirmant qu'il n'y avait « aucun sujet de remise en cause, ni de mutualisation des missions vu qu'elles sont intrinsèquement différentes ». On ne peut s'empêcher de penser que l'affirmation ne résistera guère au temps comme les autres promesses dont on a constaté l'invariable vacuité.

.../...

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

.../...

Pour les AT confrontées au Parcours d'Assistance Rénové (PAR), le chef du SSI a fait part des « remontées positives des assistants utilisateurs » qui expérimentent le dispositif. On aimerait aussi connaître l'avis des agents du réseau livré à eux-mêmes, obligés de se débarrasser sans assistance. Mais là, silence, évidemment...

Et pour finir, il affiche le petit couplet d'auto-promotion qui manquait au tableau : « La DINSIC ne serait rien sans nous, la DGFIP porte de nombreux projets » sans évoquer bien sûr toutes les incertitudes liées à ce nouvel intervenant interministériel qui ne jure que par les coupes budgétaires réalisées sur le dos des personnels.

Durant ces 50 minutes, nous n'apprenons pas grand-chose. Sans surprise. Mais nous avons profité de l'instant pour informer Bruno Rousselet des raisons de notre opposition à cette fusion. Elle s'inscrit dans une logique de lutte contre les inévitables réductions d'emplois qui en découleront malgré les promesses et qui vont s'ajouter aux suppressions de postes en cours.

Nous l'avons surtout alerté du contexte local des plus délicats qui mêle un management d'un autre âge et une perte de missions de grande envergure sans remplacement. En l'état, les agents s'y attendent : une telle opération s'apparenterait à un inacceptable règlement de compte.

Bonne année à tous...

Quelques raisons pour lesquelles nous sommes contre la fusion des ESI

Voici l'intervention de la CGT auprès de Bruno Rousselet le jour de sa venue :

Notre direction communique abondamment que tout va bien à Lyon et que la prochaine fusion des ESI s'annonce de la meilleure des manières. Il faut que vous sachiez qu'il n'en est rien. Depuis notre rapatriement de la Part-Dieu sur ce site, le personnel de l'ESI souffre. Depuis 3 ans, toutes les relations avec la DISI sont conflictuelles. Absolument rien, aucun sujet aussi insignifiant soit-il, n'échappe à un traitement mesquin qui rend le quotidien difficile à vivre. Il y a de toute évidence un traitement de faveur qui se ressent jusque dans les promotions au choix, inexistantes, et dans les sanctions prononcées qui sont caractérisées par l'arbitraire (alors que jamais cette extrémité n'a été atteinte depuis la création de la structure).

Et on ne parle même pas de la matière professionnelle. Juste après le déménagement, l'ESI Lyon Part-Dieu, alors au centre du SI, s'est subitement fait dépouiller de ses missions les plus importantes. Aujourd'hui, PAGOD subit ce que PAMELA a enduré il y a peu, avec les mêmes promesses qu'on sait aujourd'hui particulièrement déplacées, pour ne dire plus. C'est à ce point.

On nous avait promis expressément qu'il n'y aurait pas de fusion en pensant évidemment le contraire. On nous avait promis du développement à la place des missions perdues, sachant qu'il n'y avait pas grand-chose à nous confier. Rien n'a été tenu, ou si peu. Après des mois d'inactivité, entrecoupés de quelques formations bidons, les agents de PAMELA sont montés en compétence avec un minuscule morceau du projet ENSU. Depuis, plus rien...

C'est d'autant plus incompréhensible que les bruits de la centrale indiquent que nombre de projets ne peuvent voir le jour faute de ressources de développement. Ici à Lyon, on réclame, on agite les bras, mais personne ne veut nous voir. On hésite entre aveuglement maladif ou une volonté délibérée emprunte d'une rancœur tenace à notre endroit.

On ne sait plus que penser. La direction promet sans cesse et s'étonne qu'on ne lui fasse pas confiance dans les projets qu'elle met en place et qui impactent nos métiers dans le mauvais sens. Nous sommes inquiets de cette fusion. Tout ici ne fait que favoriser la forme au profit du fond : on préfère jouer du pinceau à tue-tête et colorer de fond en comble la DISI et on ignore l'essence de notre activité. Le boulot de notre hiérarchie, c'est quand même de récupérer des missions et de donner les moyens de les exécuter, plutôt que de repeindre les abords du domaine. De l'extérieur, c'est beau, c'est propre, mais quand on gratte un peu, ça pue...

C'est désolant. La future gestion des personnels découlant de la fusion fait craindre le pire. On sait pertinemment que les agents seront rebranchés et déplacés de services contrairement aux promesses déjà faites, au mépris de leurs qualifications. Cela représente un formidable gâchis dans l'utilisation des compétences qui sont les nôtres et qui ne semblent toujours pas appréhendées. A la DGFIP, il y a du travail plus qu'il n'en faut, et qui est conforme à nos qualifications. Alors, s'il vous plaît, de grâce, arrêtez ce sabotage !